



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 25 MARS 2022

**portant prescriptions complémentaires à la société DARAMIC SAS
dans le cadre de la fuite d'hexane survenue au droit de la cuve enterrée TK519**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement, notamment le titre 1^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) du livre V et les articles L. 511-1, L. 512-20, R. 512-69 et R. 181-45 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 14 février 2000 portant autorisation d'exploiter au titre de la loi 76-633 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement à la société Daramic à Sélestat ;
- VU l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2002 codifiant les prescriptions associées à l'autorisation accordée à la société Daramic pour l'exploitation d'installations de fabrication de filtres de batteries à Sélestat et complétant les prescriptions initiales relatives aux rejets des composés organiques volatils ;
- VU l'arrêté préfectoral du 19 février 2007 fixant des prescriptions complémentaires relatives à la gestion de son stock d'hexane ;
- VU le rapport du 11 février 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la fuite d'hexane d'une cuve enterrée menace les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement compte-tenu des risques de pollution du milieu environnant et en particulier des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que la surveillance piézométrique met en évidence une atteinte pour les paramètres recherchés des ouvrages MW2 et MW3 situés en limite de propriété et en aval hydraulique plus éloigné de la cuve défaillante ;

CONSIDÉRANT qu'aucun élément objectif ne permet d'exclure une pollution affectant le milieu environnement et l'utilisation d'eaux souterraines par les tiers en aval de l'installation et qu'elle est susceptible de porter atteinte à l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'à ce jour les démarches ont été engagées par l'exploitant pour identifier et stopper la fuite, et en limiter les conséquences ; que la cuve défaillante a été vidée et qu'elle n'est plus utilisée depuis la fuite ;

CONSIDÉRANT que l'étendue de la pollution dans les sols et les eaux souterraines n'est pas connue ;
que l'installation est située en amont hydraulique de terres agricoles, de fermes et d'éventuels ouvrages privés d'accès à la nappe souterraine ;

CONSIDÉRANT qu'il convient donc de prescrire les mesures permettant la réalisation des évaluations
et la mise en œuvre des mesures de gestion que rendent nécessaire les conséquences de la fuite ;

APRÈS communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Bénéficiaire

La société DARAMIC SAS dont le siège est situé 25 rue Westrich à Sélestat (67603), ci-après dénommée « l'exploitant », est autorisée, à poursuivre l'exploitation des installations situées à la même adresse, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2 : Remise d'un rapport d'accident circonstancié

L'exploitant remet à l'inspection des installations classées, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, un rapport sur les circonstances de la fuite en complément des informations déjà transmises. Ce rapport doit comprendre en particulier :

- la chronologie précise des événements qui ont conduit à la pollution, jusqu'à la mise en sécurité de la cuve défaillante ;
- les caractéristiques de la cuve concernée par la fuite ;
- les rapports des derniers contrôles effectués sur la cuve à l'origine de la fuite ;
- la liste des éventuelles réparations réalisées avant cette fuite.

Article 3 : Remise d'une étude sur l'impact environnemental et sanitaire de la fuite

L'exploitant remet à l'inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude de l'impact sur l'environnement de la fuite ; cette étude devra notamment comporter :

- Un état des lieux concernant le terme source de la fuite : nature et quantité de produits concernés ;
- une évaluation de la nature et des quantités de produits / produits de décomposition / de dégradation susceptibles d'avoir été émis dans les sols et les eaux, compte tenu de la quantité et de la composition des produits impliqués dans l'incident ;
- la détermination de la ou les zones maximales d'impact au regard des cibles/enjeux en présence ;
- un inventaire des cibles/enjeux potentiels exposées aux conséquences de la fuite (habitations, établissements recevant du public, zones de cultures maraîchères, jardins potagers, zones de pâturage, bétails, sources et captage d'eau potable, activités de pêche et de cueillette...) ;
- une proposition de plan de prélèvements (plan de surveillance environnementale) sur des matrices pertinentes justifiées ; les matrices choisies tiennent compte de la ou des zones maximales d'impact et des cibles répertoriées dans l'inventaire prescrit ci-dessus (privilégier dans un premier temps quelques points de prélèvements sur des zones à enjeux sanitaires (jardins potagers, cultures, zones de pâturage) puis dans un second temps, élargir les prélèvements sur les matrices qui vont répondre au marquage environnemental de la zone et éventuellement à la compréhension de la chaîne de contamination des milieux). Ce plan prévoit

également des prélèvements dans une zone estimée non impactée par le sinistre qui sera utilisée comme zone témoin ;

- les résultats d'analyses commentés et comparés aux valeurs de référence disponibles visant à identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits diffusés ;
- la proposition d'un plan de gestion en cas d'impact révélé par les mesures réalisées ;
- une évaluation de l'efficacité de la barrière hydraulique en place sur l'installation, et la proposition de mise en place et/ou d'amélioration du système de dépollution actuellement en place.

Article 4 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des mesures et sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Publicité et informations des tiers

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Article 7 : Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- la société DARAMIC SAS,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- à la sous-préfète de l'arrondissement de Sélestat-Erstein ;
- au maire de Sélestat.

Pour la Préfète et par délégation
La préfète
le Secrétaire Général


Mathieu DUHAMEL